



CONVENTION D'INTERVENTION EN QUALITE DE COLLABORATEUR OCCASIONNEL ET BENEVOLE DU SERVICE PUBLIC

Entre les soussignés : **CCAS DE BAILLARGUES**

Représenté par : Jean Luc Meissonnier
agissant en qualité de : Président du CCAS

d'une part,

ET

Madame/Madame/monsieur :
Demeurant à :
Né(e) le :
De nationalité :

d'autre part.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1 : OBJET DE LA PRESENTE CONVENTION

Madame/monsieur demeurant, interviendra à titre bénévole, sur sa demande orale et/ou écrite en date du ... dans le cadre de la distribution d'aide alimentaire gérée par le Centre Communal d'Action Sociale.

A cet égard, Madame/monsieur ne percevra aucune rémunération, aucune indemnisation notamment des frais de déplacements occasionnés par sa collaboration.

Article 2 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est établie pour une durée d'un an à partir du

Article 3 : OBLIGATIONS DU COLLABORATEUR

Madame/monsieur comme référent direct de madame NOCERA Emily agissant en qualité de Directrice du CCAS sera placé sous son autorité et sa responsabilité.

Madame/monsieur s'engage à respecter strictement les directives qui lui sont données. Tout manquement aux directives susvisées (secret professionnel, clause de confidentialité etc) entraînera l'arrêt immédiat de la collaboration.

Article 4 : MISSIONS DU COLLABORATEUR

Les missions de Madame/monsieur sont annexées à la présente convention.

Article 5 : ASSURANCE

Madame/monsieur déclare avoir souscrit une assurance responsabilité civile qui couvre les dommages occasionnés par lui-même à autrui ou à lui-même (à fournir).

Article 6 : PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Article 6-1 : Principe général

Est considérée comme une donnée à caractère personnel "toute information relative à une personne physique identifiée ou qui peut être identifiée, directement ou indirectement, par référence à un numéro d'identification ou à un ou plusieurs éléments qui lui sont propres. »

Pour déterminer si une personne est identifiable, il convient de considérer l'ensemble des moyens en vue de permettre son identification dont dispose ou auxquels peut avoir accès le responsable du traitement ou toute autre personne" (Art.2 loi Informatique et Liberté du 6 janvier 1978)

Tout traitement de données à caractère personnel, y compris la simple consultation des informations lors de vos missions à la banque alimentaire, doit mettre en œuvre des moyens techniques et organisationnels pour garantir la protection de ces données.

Article 6-2 : Responsabilité des collaborateurs occasionnels et benevoles du service public relatifs à la protection des données et à un engagement de confidentialité :

Tout collaborateur occasionnel et benevole du service public est tenu d'assurer la protection des données à caractère personnel qu'il traite dans le cadre de leurs fonctions, notamment en :

- **Déclarant le plus rapidement possible** et dans un délai maximum de 24h au DPO, **toute violation de données** dont il aurait été responsable ;
- **Protégeant les codes d'accès aux applications et systèmes d'information** qu'il utilise ;
- En **limitant strictement aux besoins de son activité** la diffusion par des moyens informatiques ou autre (impressions papier par exemple) des données à caractère personnel en sa possession ;
- En **n'utilisant pas les données auxquelles il peut accéder à des fins autres que celles prévues par ses attributions** ;
- **A ne divulguer ces données qu'aux personnes dûment autorisées**, en raison de leurs fonctions, à en recevoir communication, qu'il s'agisse de personnes privées, publiques, physiques ou morales ;

- A prendre **toutes les mesures conformes aux usages** de ses attributions **afin d'éviter l'utilisation détournée ou l'altération des données confiées**;
 - A prendre toutes précautions conformes aux usages et à l'état de l'art pour **préserver la sécurité physique et logique de ces données** ;
 - En s'assurant, en cas d'envoi de données et dans la limite de ses attributions, que **seuls des moyens de communication sécurisés seront utilisés pour transférer ces données** ;
 - En cas de **cessation de ses fonctions**, il sera **nécessaire de restituer intégralement les données**, fichiers informatiques et tout support d'information relatif à ces données ;
 - En **ne conservant pas ces données au-delà de la durée nécessaire** au traitement auquel elles sont destinées ;
 - **Evitant autant que possible de déplacer des documents papiers** contenant des données personnelles avec soi lors de ces déplacements.
 - Tout collaborateur occasionnel et benevole du service public qui **constaterait un défaut dans la protection de données à caractère personnel doit en référer immédiatement** à sa hiérarchie ou au service informatique.
- Cet engagement de confidentialité, en vigueur pendant toute la durée de ses fonctions, demeurera effectif, sans limitation de durée après la cessation de ses fonctions, quelle qu'en soit la cause, dès lors que cet engagement concerne l'utilisation et la communication de données à caractère personnel issues du CCAS de Baillargues.

Article 6-3 : Engagement de la part du responsable de traitement

Le CCAS de Baillargues recueille, en tant que responsable de traitement, des données à caractère personnel vous concernant. Ces données sont recueillies afin de pouvoir gérer votre intégration, vos attributions et votre fonction au sein de notre organisme. Les informations vous expliquant pourquoi, comment cet organisme utilisera vos données, combien de temps elles seront conservées ainsi que les éventuels destinataires et personnes qui auront accès à vos données sont accessibles sur simple demande.

Article 6-4 : Respect de la législation

Conformément à la législation en matière de protection des données à caractère personnel (RGPD), toute personne concernée par un traitement dispose, sous certaines conditions, d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement de ces informations, ou du droit de s'opposer ou de limiter leur utilisation.

Droits qui peuvent s'exercer en s'adressant au CCAS de Baillargues ou directement au Délégué à la Protection des Données (DPO) désigné par le responsable de traitement ou son représentant, Alexandre Cougnenc à l'adresse suivante : dpo@t-s-consulting.fr

NOM :

PRENOM :

Lieu de l'action : Territoire de Baillargues

Date :

Activités principales :

- Collecte des denrées lors de la collecte nationale de la banque alimentaire
- Transport des denrées entre la Banque Alimentaire et le lieu de distribution de l'aide alimentaire sur Baillargues
- Tri et stockage des denrées dans les locaux de distribution de l'aide alimentaire
- Gestion des stocks entrants et sortants
- Proposition de participation à une journée de formation annuelle sur l'hygiène et la sécurité des denrées alimentaires organisée par la Banque Alimentaire
- Participation à toutes actions sociales mises en œuvre par le CCAS